



**Verbatim de la conférence de presse de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies et Cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza
Mardi, 30 avril 2024**

Mesdames, messieurs les journalistes,
Chers collègues,

C'est un réel plaisir de vous accueillir tous à cette rencontre hebdomadaire mais également d'accueillir les autorités et les radios communautaires qui nous rejoignent par voie de vidéo conférence. Nous sommes particulièrement attachés à la participation des radios communautaires, dont c'est une première, et nous vous inviterons à participer à d'autres conférence de presse.

Je vous remercie de votre présence à cette conférence de presse hebdomadaire et de la couverture régulière des activités de la MINUSCA par vos médias qui nous permet de nous adresser à l'opinion publique. Je place cette conférence de presse hebdomadaire sous l'angle d'une obligation de redevabilité à laquelle je suis très attachée. Une obligation de redevabilité auprès de la population par les voies de vos mediums. Il s'agit aussi de la redevabilité du mandat qui nous est confié par le Conseil de sécurité et que nous mettons en œuvre en soutien aux efforts du Gouvernement centrafricain et de tous les autres partenaires.

La rencontre de ce matin survient, à quelques jours près, deux ans après ma prise de fonction en République centrafricaine, le 17 avril 2022. Pour autant, il ne s'agit pas d'évaluer les deux ans que j'ai passés en Centrafrique en ma qualité de Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies et Cheffe de la MINUSCA, mais plutôt de faire une rétrospective et une projection, ensemble, sur le chemin parcouru par la Mission au courant de cette période.

Lors de ma première conférence de presse, le 18 mai 2022, j'avais partagé quelques objectifs prioritaires que je m'étais fixés, je vous en avais fait la primeur, avant de les présenter au Conseil de sécurité au courant de l'année 2022 et avant de les cristalliser dans la stratégie politique de la Mission que nous avons émis en 2023.

Il s'agissait de:

- 1- Reconstruire les relations de confiance et de respect mutuel avec le Gouvernement centrafricain.
- 2- Repositionner la Force de la MINUSCA, avec l'adoption d'une posture robuste et proactive pour protéger la population, en mise en œuvre de notre mandat de protection des civils.
- 3- Revitaliser la mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation du Processus mutualisé de l'APPR-RCA et la Feuille de route de Luanda.
- 4- Accroître la mobilisation des partenaires et des ressources techniques et financières, tant dans le système des Nations Unies en Centrafrique et hors de la Centrafrique, qu'auprès des partenaires

bilatéraux et multilatéraux pour pouvoir investir dans les dividendes de la paix dans les zones qui sont stabilisées, étant entendu que la paix ne peut pas être simplement l'absence de conflits violents.

Il me plaît aujourd'hui de partager, en toute modestie, quelques avancées sur ces quatre fronts, tout en restant engagée à œuvrer pour leur consolidation.

Tout d'abord, je tiens à souligner la qualité actuelle de nos relations avec les institutions centrafricaines, en particulier avec le Président de la République et Chef de l'Etat. Ce dialogue fructueux, mais qui est aussi constant, a été véritablement essentiel, non seulement pour l'atteinte de nos résultats, mais également au soutien apporté à nos nombreuses initiatives pour faire plus, faire mieux, faire ensemble pour la paix, la sécurité et une stabilité durable en Centrafrique.

La reconstruction de ces relations avec le Gouvernement se traduit par un partenariat qui est centré et tourné sur les besoins des populations pour améliorer leur quotidien à travers des actions concrètes, pas à travers des déclarations. Nous avons pu constater l'impact concret de certaines de ces réalisations sur les populations lors de nos visites conjointes avec le Premier ministre, des membres du Gouvernement, des agences du système des Nations Unies, mais aussi d'autres partenaires bilatéraux et multilatéraux. Ensemble, entre autres, nous avons consacré le retour de l'autorité de l'Etat à Sam-Ouandja, réaffirmé notre engagement pour la sécurisation de l'Ouham, apporté notre solidarité aux réfugiés tchadiens qui se trouvaient par milliers à Bedaka, dans la Lim-Pende, mais aussi notre solidarité et notre soutien à la solidarité de la Centrafrique aux réfugiés et retournés du Soudan lorsque la guerre au Soudan a éclaté en avril de l'année dernière. Nous avons aussi procédé au lancement du programme de stabilisation dans la Vakaga afin que les communautés locales puissent bénéficier de ces dividendes de la paix apportées par des avancées sécuritaires.

Ceci étant dit, il reste beaucoup à faire. Cependant, les populations commencent à jouir des effets positifs induits par le redéploiement de l'administration des services de l'Etat, notamment des services sociaux de base. Cela ne s'est pas fait uniquement par la MINUSCA, mais essentiellement par les partenaires de l'équipe pays des Nations Unies et d'autres partenaires. Bien sûr, la MINUSCA y a contribué, notamment par les projets à impact rapide, mais également par les projets de réduction de la violence communautaire. La présence de l'administration, ainsi que la présence des Forces de défense et de sécurité centrafricaines et de la MINUSCA a permis la reprise des activités de l'administration locale et des activités courantes des populations, pas sur tout le territoire, mais clairement sur une partie du territoire beaucoup plus importante.

Sur le plan sécuritaire, la posture robuste et proactive de la Force s'est notamment illustrée par plusieurs déploiements et par des interventions conjointes de protection des Forces armées centrafricaines, des Forces de sécurité intérieure et de la MINUSCA. Parallèlement, nous avons lancé un cadre de coopération et de soutien accentué aux Forces armées centrafricaines et aux Forces de sécurité intérieure.

A travers ces différentes actions opérationnelles et concrètes, la Mission a contribué de manière tangible au soutien à l'extension de la présence et de l'autorité de l'Etat sur le territoire centrafricain. Sam Ouandja et Tiringoulou sont des localités et des territoires où nous avons assuré

et facilité la présence de l'État pour la première fois depuis des décennies d'absence. Cela a été également le cas à Ouadda, et reste le cas également à Am-Dafock et à Mboki, pour ne citer que quelques exemples. Nous allons poursuivre cette lancée afin d'établir une présence effective et opérationnelle de l'autorité de l'État dans des localités où l'État n'est pas encore présente.

Enfin, la revitalisation de la mise en œuvre de l'Accord de Paix et de Réconciliation à travers la Feuille de route de Luanda a aussi mobilisé nos efforts au courant des deux dernières années. A cet égard, je me félicite de l'engagement renouvelé des acteurs nationaux, régionaux et tous les partenaires de la Centrafrique, y compris ceux de la sous-région qui sont les partenaires voisins immédiats. Les revues stratégiques de la mise en œuvre de ce processus de paix et de réconciliation, notamment la revue stratégique de juin 2022, mais aussi la revue stratégique d'octobre 2023, toutes sous la présidence de son Excellence Monsieur le Président de la République et Chef de l'Etat. Les sept rencontres de coordination inter ministérielle sous la présidence du Premier Ministre et Chef du Gouvernement, nous a également permis de faire le tour de la mise en œuvre, mais aussi de l'accélérer sur tous les axes de l'Accord de paix. Cela ne s'est pas arrêté au niveau national, les efforts ont été également poussés au niveau décentralisé.

Les efforts pour la décentralisation de la mise en œuvre de ce processus ont aussi connu des moments forts avec la vidéo conférence de mars 2023 qui a mis en ligne tous les Préfets avec le Premier Ministre, mais également tout récemment, en avril 2024, cette vidéo conférence qui a marqué la redynamisation des comités de mise en œuvre préfectoraux, qui aujourd'hui sont actifs. Mesdames, messieurs les journalistes,

L'appui à l'extension de l'autorité de l'Etat a bien sûr été au cœur des derniers mandats de la MINUSCA. Durant cette période, nous avons accéléré les projets visant à soutenir davantage l'efficacité des services déconcentrés de l'état. Il s'agit par exemple de la construction, de la réhabilitation à Bangui comme dans les préfectures de diverses infrastructures et bâtiments publics, parmi lesquels le poste de douane de Beloko, les commissariats de Police de Bossembélé et Rafai; les brigades de Gendarmerie de Begoua Bouboui, Boali, Ndélé, Kaga-Bandoro et Mbrès ; les bâtiments de préfectures de la Vakaga, Bamingui-Bangoran et Sangha-Mbaéré, de sous-préfectures notamment à Bambari et Markounda, et de mairies comme à Vougba Dalifondo, Baboua et Lombi.

Les déploiements conjoints, la colocation entre la composante Police de la MINUSCA avec ses partenaires nationaux que sont la gendarmerie et la Police Nationale, nous permettent également de renforcer les capacités. La Centrafrique est un pays hôte d'une opération de maintien de la paix, mais elle doit pouvoir se projeter dans un futur proche où elle va aussi pouvoir contribuer aux efforts de pacification, de stabilisation dans d'autres pays qui en ont besoin en déployant les capacités de Police et de Gendarmerie qui auront été formées.

Nous avons également investi dans des projets d'accès et de mobilité, il s'agit essentiellement de ponts, tels que les ponts reliant Bangassou et Bakouma, Mboki et Obo ou encore Ouada et Sam Ouandja, pour ne citer que ces quelques exemples. Les pistes, les routes, les aérodromes construits et/ou réhabilités dans différentes préfectures ont non seulement participé à l'extension de l'autorité de l'Etat, au courant de cette période dont nous parlons, mais ont été également un atout majeur

dans la mise en œuvre de notre mandat de protection des civils, en augmentant la mobilité de la force et l'accès aux populations.

Les progrès enregistrés sur ces différents fronts ont permis à la MINUSCA de créer l'environnement nécessaire au lancement au courant de l'année 2023 du programme de stabilisation avec le Gouvernement et l'équipe pays des Nations Unies. Ce programme a été lancé à Sam Ouandja en février 2023 par le Premier ministre, moi-même, le PNUD et plusieurs autres agences des Nations Unies, mais aussi des partenaires bilatéraux et multilatéraux qui se sont joint à nous, et où nous avons été reçus par les autorités locales et le député de Sam Ouandja.

Nous sommes donc encouragés, un peu plus d'un an après le lancement du programme de stabilisation en Centrafrique, par le fait que le pays ait pu mobiliser les ressources de plusieurs partenaires multilatéraux et bilatéraux, qui ne sont pas des partenaires traditionnels de la Centrafrique. Je citerai à titre d'exemple, la Corée du Sud et la Banque Africaine de Développement. Ce programme est clairement toujours dans sa phase initiale et doit nous permettre d'étendre et de consolider les résultats positifs, les dividendes, afin de contribuer au renforcement de ce partenariat qui est un partenariat productif.

Notre objectif commun est que cette coopération active et productive entre le Gouvernement, la MINUSCA, l'équipe des Nations Unies et les partenaires puisse mener vers un niveau de consolidation et d'irréversibilité des gains obtenus concrètement pour une paix et une stabilité non pas durable, mais définitive.

Je vous remercie de votre attention.

Porte-parole de la MINUSCA (Vladimir Monteiro) : Merci beaucoup, madame la Représentante spéciale. Nous allons passer aux questions et nous commençons par les régions. Et nous allons au nord-est du pays à Birao.

Radio Yata de Birao (Ramdan Abdel Kader) : Avant de poser les questions, je voudrais juste remercier la MINUSCA pour les réalisations faites au niveau de la Vakaga. Madame la Représentante spéciale, ma question est la suivante : Amdafock fait frontière avec le Soudan, la population de la Vakaga s'approvisionne au niveau de la ville d'Amdafock Soudan. Alors à quand la construction de la route Amdafock-Birao ?

Est-ce que la MINUSCA compte maintenir sa base à Amdafock en saison des pluies ?

Radio la Voix de Barakpake (Zoumbeti Sylvestre) : Malgré la présence de la force de la MINUSCA dans la ville de Ouadda, les groupes armés sont encore dans la ville. Quel est le mécanisme que la MINUSCA va mettre en place puisse se retirer de la ville ?

La présence de la MINUSCA à Sam Ouaddja a apporté beaucoup de changements. Cependant dans la sous-préfecture de Yalinga la population est à la merci des groupes armés, que va faire la MINUSCA pour déployer sa force dans cette sous-préfecture afin d'assurer la protection de la population ?

Représentante Spéciale du Secrétaire général des Nations Unies (RSSG) et Cheffe de la MINUSCA : Je vous remercie de vos questions, je vous remercie Birao et Bria. En ce qui concerne la présence de la MINUSCA, mais aussi de la Force de la MINUSCA et des forces centrafricaines à Amdafock. Je suis heureuse d'entendre de vous-même l'impact positif que cette présence a eu en matière de sécurisation de la localité, mais aussi en matière de protection des civils. Je suis aussi contente aussi d'avoir un feedback du terrain, même en ce qui les travaux du pont de Yanta. Il vous souviendra ces travaux ont eu lieu, depuis le début de cette année et ces travaux ont été une réponse très rapide à la demande de la population de Birao quand nous avons rencontré à Birao en décembre 2023, quand nous avons visité la population avec le Secrétaire général adjoint des opérations de paix, monsieur Jean Pierre Lacroix. Encore une fois pour vous dire, nous restons concentrés sur les actions concrètes d'accès mais aussi en réponses aux préoccupations principales de la population.

Votre question spécifique concernant Amdafock, quant à la saison des pluies. Nous savons tous que la saison des pluies crée des défis en matière d'accès. Cependant l'extension de l'autorité de l'Etat que vous êtes en train de voir en ce moment, bien sûr, elle mobilise énormément d'efforts et des ressources de la Mission des opérations qui ont pour objectif de créer un environnement adéquat pour que les forces centrafricaines puissent étendre leur présence.

Ce ne sont pas des opérations où nous prévoyons de nous retirer et nous ne nous retirons pas, quand les forces centrafricaines viennent juste d'arriver. Donc nous voulons créer une capacité qui permet véritablement au gouvernement et aux différentes institutions de pouvoir assumer leur responsabilité régalienne. En ce qui concerne la route dont vous parlez, la route Birao-Amdafock, comme vous l'avez vu, nous sommes en train de nous concentrer sur la réhabilitation de la route. Mais pas la construction en dur de tout l'axe routier, qui ne fait pas partie du mandat de la MINUSCA, mais aussi nous n'avons pas les ressources.

Par contre, nous travaillons et nous mobilisons les partenaires multilatéraux de la Centrafrique, et je suis bien informée qu'en ce qui concerne la construction de cet axe routier. C'est un axe prioritaire du projet de construction de la Banque Mondiale. Le Premier ministre a entendu les préoccupations des populations de Birao. Et je suis bien informée que le Premier ministre a porté ces préoccupations en plaidoyer auprès de la Banque Mondiale, qui a décidé de donner priorité à cet axe de Birao-Amdafock. Nous ne pouvons pas attendre, c'est la raison pour laquelle vous avez vu la construction de ces ponts et la réhabilitation de la route pour nous permettre d'avoir cet accès.

En ce qui concerne l'extension de la Force, nous devons rester stratégiques dans les autres localités dont vous avez parlé, dont Tisserou. Nous devons consolider là où nous nous sommes étendus et où il n'y avait eu jamais de présence auparavant, nous devons consolider ses acquis avant de pouvoir étendre vers d'autres zones. Cependant cela ne veut pas dire que ces zones ne sont pas couvertes, elles sont couvertes par des patrouilles conjointes régulières.

Enfin, les questions venant de notre collègue de Bria. Encore une fois merci de ce retour de Bria, et je dois dire, en règle générale, de toute la région de Fertit, nous sommes heureux de vous avoir en ligne. Merci de ce retour du terrain, des efforts qui sont accomplis. Effectivement, vous sentez la différence est déjà très claire à Sam Ouandja, la différence est très claire sur plusieurs fronts et de manière multidimensionnelle. La conférence presse est trop courte ne pouvons pas mentionner

toutes les actions, y compris les activités qui ont été menées avec les différentes communautés mais aussi les activités qui ont été menées. De la lumière publique par l'installation des lampadaires qui utilisent des systèmes solaires à Sam-Ouandja et qui permettent aujourd'hui de faire des patrouilles qui sont plus sécurisées, parce que ce sont des patrouilles sur des avenues qui sont illuminées. Nous vous remercions et nous vous félicitons de tous ses efforts, nous mettons à votre disposition les ressources, l'appui nécessaire.

Mais il faut dire que ces ressources et cet appui nécessaire en ce qui concerne le Fertit, nous sommes en train d'avoir les résultats sur terrain au bénéfice de l'extension de l'autorité de l'Etat et des populations. Votre commentaire sur Ouadda, il vous souviendra qu'il y'a très peu de temps nous avons étendu la présence de la Force de la MINUSCA à Ouadda. En réalité, nous avons étendu la présence de la force de la MINUSCA à Ouadda à la fin de l'année dernière, si ma mémoire me sert bien le chef de bureau est là, il pourra peut-être compléter tout à l'heure. Si ma mémoire me sert bien, nous avons étendu la présence, exactement en janvier probablement en tout de cette année.

Cela prendra du temps de pouvoir consolider, il s'agit d'une localité qui était sous le contrôle des groupes armés, et donc vous êtes déjà en train de voir que là il y'a une protection des civils qui s'effectue avec notre contingent zambien qui est à Ouadda. Il est clair que notre objectif c'est aussi de créer l'environnement pour pouvoir soutenir le déploiement des FACA également sur Ouadda et donc pouvoir accroître notre capacité. A Yalinga, comme vous l'avez vu, elle a reçu il y'a peu près moins de dix jours, une délégation très importante de partenaires humanitaires. Donc nous connaissons les besoins urgents et humanitaires de Yalinga et nous avons placé la priorité à des interventions humanitaires. Il est clair que les humanitaires ne peuvent pas travailler sans la sécurisation de Yalinga et donc nous avons cela également en projection en travaillant avec nos collègues sur le terrain. Voilà en ce qui concerne les questions jusque-là, je reste à votre disposition pour le reste.

Directrice adjointe de la Division de la communication stratégique et de l'information publique (SCPI) de la MINUSCA (Florence Marchal) : Merci madame la Représentante spéciale, nous allons continuer notre tour des régions et je vais donner la parole à Bouar.

Radio Siriri (David Dasaboie) : Nous reconnaissons l'appui de la MINUSCA auprès des autorités centrafricaines et plus particulièrement à celles de Bouar. Mais il y'a lieu de reconnaître la persistance des victimes liées aux engins explosifs, quelles actions pour ces victimes ?

La seconde question est de savoir, lors de la remise des équipements à la Douane de Beloko, les douaniers ont évoqué des besoins en internet, que peut-on savoir de plus ?

En plus, des médias locaux comptent appuyer la participation des femmes aux élections locales, alors comment les appuyer dans ce sens ? Comme proposition, nous demandons l'appui de la MINUSCA dans la synergie de ces médias. Je vous remercie.

Directrice adjointe de la SCPI (Florence Marchal) : Merci bien, nous allons maintenant nous diriger vers Kaga Bandoro.

Radio Voix de Kaga (Jean Pierre Ngarassouma) : Merci beaucoup, bonjour à tous, bonjour à madame la Représentante. Nous tenons d'abord à remercier la MINUSCA au nom de mes collègues de la radio communautaire, parce que si la Radio Voix de Kaga reprend ses émissions c'est grâce à l'effort de la MINUSCA. Depuis le mois de juin que Radio Kaga a repris ses émissions et c'est à travers cette radio que la communauté tire profit à travers les émissions. Nous disons merci à la MINUSCA pour cet appui, mais beaucoup reste à faire. La Radio Voix de Kaga ne cessera pas de nous accompagner. J'aimerais revenir un peu sur la situation où madame la Représentante a évoqué le repositionnement de la Force de la MINUSCA, j'aimerais parler de la ville de Batangafo. Batangafo est une ville qui est située à quelques kilomètres de Kaga-Bandoro, on constate beaucoup d'exactions dans cette localité, des exactions commises sur la population civile. Est-ce que la MINUSCA ne peut pas repositionner ces troupes à Batangafo, et aussi marquer sa présence à Kabo pour assurer la sécurité de la population civile ?

Du côté de la population que madame la Représentante a évoqué tout à l'heure, j'aimerais partager les besoins de la population de Ouandago, une localité qui est située à 48 km de Kaga Bandoro. Vous savez Ouandago est une localité qui accueille beaucoup plus les activités de la MINUSCA, des équipes de la MINUSCA ne cessent de se rendre dans cette ville pour beaucoup plus des activités. Et c'est grâce aux efforts de la MINUSCA que la cohésion sociale commence à reprendre dans cette ville. Mais concernant l'état de route qui va de Kaga-Bandoro à Ouandago, vraiment c'est déplorable, l'état de la dégradation de la route est très avancé. On reconnaît, à un certain moment, la MINUSCA à travers le contingent pakistanais qui a réhabilité le pont de Yamissi. Mais l'état de route reste vraiment déplorable, est-ce que la MINUSCA ne peut pas appuyer les autorités de la Nana-Gribizi pour la réhabilitation de ce tronçon qui quitte Kaga-Bandoro à Ouandago ? Parce que Ouandago c'est un carrefour qui va de Kabo et aussi à Batangafo. A quelques kilomètres de Kaga-Bandoro, cette localité est dépourvue et ça risque d'être coupée d'ici la saison pluvieuse. Voilà mes préoccupations je vous remercie.

Directrice adjointe SCPI : Je remercie donc les équipes sur terrain et passe la parole à la Représentante spéciale du Secrétaire général.

RSSG et Cheffe de la MINUSCA : Je vous remercie Florence, je vous remercie Bouar et Kaga-Bandoro de vos questions, mais aussi de vos retours d'appréciation à l'endroit des efforts conjoints de la MINUSCA en soutien aux autorités locales et en soutien aux différentes institutions. Je vais d'entrée de jeu, puisque nos questions viennent des collègues qui représentent des radios communautaires. Je vais d'entrée de jeu dire que le soutien aux radios communautaires va être maintenu, en réalité ne va pas être seulement maintenu, nous voulons que ce soutien soit augmenté. Augmenté de quelle manière ? Il va y avoir et j'ai fait la demande à notre section et à notre entité qui est en charge de la communication stratégique d'établir un certain nombre de critères qui permettent que les radios, qui sont les plus actives en matière de communication mais aussi d'information aux populations et aux communautés. Et sur la base de ces critères j'ai demandé à l'entité de pouvoir établir des partenariats avec ces différentes radios communautaires. Ce ne sera pas possible d'avoir des partenariats avec toutes les radios communautaires, raison pour laquelle il y'a un certain nombre de critères qui doivent être mise en place.

Et ce partenariat permettra notamment de pouvoir prendre de l'espace, acheter de l'espace en réalité puis que c'est cela, acheter de l'espace de ces radios communautaires et pouvoir soutenir de cette manière le fonctionnement des radios communautaires. Mais les soutenir de manière

durable par des partenariats solides, donc ceci pour vous dire que ce partenariat non seulement va être maintenu mais en réalité va être accru.

Enfin, les questions spécifiques liées aux engins explosifs, il vous souviendra qu'en tout début de ce mois, nous avons marqué la journée internationale de sensibilisation au problème des mines et de l'assistance à la lutte antimines. Nous avons saisi cette occasion pour présenter ce qui est en train de se faire actuellement tant sur le front du renforcement des capacités nationales. J'insiste, autant sur les capacités nationales parce que ce sont les seules solutions durables. La MINUSCA peut intervenir, mais il faut qu'elle contribue à une acquisition des capacités et aujourd'hui notre partenariat avec les Forces Armées Centrafricaines sont exactement dans ce sens : la construction de ses capacités nationales.

Enfin, bien sûr, c'est le secteur ouest qui est le plus particulièrement touché. Je dirai toutes les localités qui sont aux alentours de Paoua, aux alentours de Bouar qui sont le plus particulièrement touchées. Et nos collègues de l'agence des Nations Unies qui ont l'expertise en matière de déminage et le savoir, eh bien, j'ai demandé à ces collègues de travailler avec nos entités de la Force, de la Police, et de la protection des civils. Mais également, avec bien sûr et surtout avec nos chefs de bureaux locaux afin qu'il puisse y avoir ce travail non seulement de sensibilisation mais aussi de réponse et d'anticipation et de prévention.

En matière de chiffres, la situation est en train d'évoluer et nous l'avons de nouveau mentionné quand nous avons marqué cette journée avec la présence de ministre d'Etat de la justice qui était notre invité d'honneur. En matière de chiffre, ce que l'on constate c'est que l'année 2023 a enregistré le chiffre le plus élevé en matière d'incidents liés aux engins explosifs. Mais il faut qualifier ce chiffre : c'est le chiffre le plus élevé parce qu'il y'a eu un nombre d'explosions importantes, parce que les populations maintenant arrivent à reconnaître ces engins explosifs, à les signaler à la MINUSCA. Nos forces sont capables d'intervenir pour pouvoir les faire exploser de manière sécurisée. Donc, ce que je peux dire c'est que ces efforts vont continuer.

La situation à Batangafo, bien sûr, c'est une situation que nous suivons de près, vous faites un très bon plaidoyer pour la ville de Ouandago. Nous prenons compte de tout ce que vous venez de nous partager. Je vais tout l'heure donner une minute au représentant de la Force pour pouvoir quand même dire ce que nous faisons, parce que nous sommes présents à Batangafo.

Porte-parole de la Force (Lt-Col. Bertrand Dakissaga) : Merci beaucoup madame la Représentante spéciale, en ce qui concerne la localité de Batangafo, la Force essaie d'adapter sa posture et ses actions à l'évolution de la situation. C'est ainsi que le contingent pakistanais, qui est déployé dans la zone, mène assez régulièrement des patrouilles de moyenne et de longue portée afin de rassurer les populations et de sécuriser la zone. Et actuellement même, il y a un redéploiement - je pense, vous avez dû le remarquer depuis quelques jours -, du contingent pour faire en sorte que la position qui était tenue par les unités de la Force se transforme progressivement en position permanente. Pour faire en sorte que nous puissions rayonner tout autour de Batangafo, pour pouvoir au mieux apporter la sécurité aux populations. Voilà ce qui est en train d'être fait et nous espérons que dans les jours et les semaines à venir, les résultats se verront de façon claire. Merci beaucoup.

RSSG et Cheffe de la MINUSCA : Merci à la Force. Comme vous vous rendez compte, le territoire est immense et la Mission ne peut pas avoir des bases militaires dans toutes les localités. Et c'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons aussi adapté la posture de la Force pour qu'elle puisse être proactive et robuste. Mais aussi avoir des interventions très rapide, quand nous avons des systèmes d'alerte pour que la Force puisse réagir rapidement. Ce que je dirais en plus de ce que la Force nous a donné comme contribution concerne Ouandago. Je peux vous dire que l'axe est parmi les axes prioritaires aujourd'hui de réparation, il est sur notre liste d'axe prioritaire. Donc nos équipes d'ingénieurs ingeeninring vont y travailler parmi les axes prioritaires.

Porte-parole de la MINUSCA : Merci madame la représentante spéciale, merci aux radios communautaires, nous tournons à présent vers Bangui, avant cela nous saluons ceux qui suivent sur face book. Et la parole est aux journalistes qui sont dans cette salle, nous commençons par la radio Ndeke Luka, ensuite Fréquence RJDH et un tout dernier Oubangui Médias.

Radio Ndéké Luka (Jean Fernand Koena) : Bonjour madame la Représentante, au regard du plan que vous avez présenté en 2022, il y a d'abord la question sécuritaire et aussi l'un des aspects de votre mandat c'est aussi les questions des élections et autres. Donc sur le premier point qui concerne la question sécuritaire nous avons aussi constaté les crimes de masse par exemple à Kelamawele, à Dimbi, à Zakoundou où des populations civiles que vous êtes censées protéger sont tuées en masse sans qu'il y ait une réponse de la MINUSCA, au point que la population fait appel aux Forces Armées Centrafricaines et leurs supplétifs, les Wagner, pour venir les sécuriser. Ne voyez-vous pas que cela constitue un peu de grief au plan ambitieux que vous vous êtes fixées au départ deux ans après ?

L'autre aspect, c'est sur les questions des élections locales qui arrivent à grand pas. L'opposition démocratique et plusieurs observateurs ont des griefs qu'ils ont portés au gouvernement par rapport à l'organisation de ces élections. La MINUSCA tient à financer ces élections coûte que coûte, ne voyez-vous pas qu'il y a un hic par rapport à l'organisation et l'engagement même de la MINUSCA à tenir le pari coûte que coûte de ces élections, alors que les acteurs eux-mêmes font des accusations et même des ressentiments par rapport à ce processus ?

Sur la question des droits de l'homme que dites-vous aujourd'hui de la situation de l'honorable député, Dominique-Euphrem Yandoka qui est à la prison du Camp De Roux et que ses avocats et même toute la classe politique demandent la libération et pour lesquels le pouvoir politique oppose une fin de non-recevoir ? Merci.

Fréquence RJDH (Guy Florentin Outiama) : Bonjour à tous et toutes, je suis Guy Florentin Outiama, journaliste au RJDH. Je remercie la présence de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies. Ma toute première question c'est ici, durant les deux ans que vous avez en République Centrafricaine dans votre mission, on ne cesse vraiment d'accuser la MINUSCA. Je vais dire que la population de certaines régions accuse la MINUSCA soi-disant « d'être en connivence avec les hommes armés » et cette accusation n'est pas la toute première, ça met en mal la collaboration entre cette mission et la population. Vous en tant que cheffe de ladite mission, que pouvez-vous nous dire afin de lever l'équivoque ?

J'aurai souhaité emboîter le pas à mon confrère Fernand Koena concernant la question de la protection des civils. Le Conseil de sécurité des Nations Unies a inscrit en noir sur blanc la question de la protection et la sécurité de la population civile, mais on a eu à constater ces derniers temps qu'il y a vraiment plusieurs cas de tueries et ceci dans les zones où la MINUSCA intervient, le cas de Bakouma. Que peut dire la MINUSCA ou vous en tant que cheffe ?

La question des patrouilles, dans chaque conférence de presse on nous laisse entendre que voilà, la Force a mené telle patrouille de longue distance, portée et cela est devenu du crédo. Mais est-ce que la Force n'a vraiment pas la possibilité de faire des patrouilles aériennes afin de mettre fin, pour assurer la vie de la population dont vous êtes censés protéger ?
Je vous remercie.

Oubangui-Médias (Christian Aimé Singa) : Ma question rejoint celle de mon confrère, en fait vous vous êtes félicitée des avancées dans la mise en œuvre de vos mandats. Mais il y a à peine deux semaines, un haut conseiller, un ancien conseiller économique de la ville de Zemio, a tenu une conférence de presse dans laquelle il a dénoncé la connivence entre les troupes de la MINUSCA qui sont basées à Zemio avec les éléments de l'UPC, alors qu'en dites-vous ? Est-ce que vous êtes au courant, est-ce qu'il y a une enquête qui est déjà lancée pour avoir des informations concernant toutes ces accusations, parce qu'il a dit clairement qu'il y a des éléments de preuves concernant les propos qu'il a avancé ?

RSSG et Cheffe de la MINUSCA : Je vous remercie Radio Ndéké-Luka, Fréquence RJDH et Oubangui-Médias de vos questions respectives. Je commencerai par répondre à celle de Radio Ndéka-Luka, vous en avez posé trois sur le plan sécuritaire. Je veux ici saisir l'opportunité de votre question pour rappeler l'importance de la vérification des faits, attachement aux faits. C'est encore plus important pour vous les journalistes que pour d'autres. Zakoundou, incident de décembre 2023. Le premier à être sur le terrain à Zakoundou a été le Commandant de la Force de la MINUSCA. Les premières entités à être sur le terrain secourir les populations de Zakoundou ont été la Force de la MINUSCA. Nous avons ensuite pu créer l'environnement pour qu'une délégation gouvernementale puisse se rendre de même à Zakoundou. Donc l'attachement au fait est important. Ndiki, également oui nous déplorons. Nous déplorons ces attaques, ces différentes attaques qui ont eu comme conséquence des morts de civils. Mais là, encore une fois, attachement aux faits. Il faut analyser quelles sont les origines de ces différentes attaques ? Et cela concerne également Zakoundou. Les origines de ces différentes attaques, c'est que plusieurs de ces attaques ont comme origine des conflits de transhumance et vous savez que ça été le cas en ce qui concerne Zakoundou. Des conflits de transhumance où ensuite il y a une récurrence, mais malheureusement la récurrence ciblant la population civile. Donc je vous invite à vous attacher aux faits.

Mon deuxième commentaire, c'est qu'il est essentiel et c'est pour ça que nous nous attachons à cette obligation de recevabilité, rechercher les faits quand vous n'êtes pas sûr des faits vérifier les faits. Mais je réinsiste encore, vérifier qui était le premier à être sur le terrain à Zakoundou ? Moi, je parle en présence du représentant de la Force : personne n'était à Zakoundou avant le Commandant de la Force de la MINUSCA. Et ensuite nous avons créé l'environnement pour pouvoir porter secours et aussi éviter qu'il y ait des attaques de représailles à Zakoundou.

Les élections locales. Oui, elles font partie du mandat de la MINUSCA, du mandat confié à la MINUSCA par le Conseil de sécurité, et nous allons continuer de mettre œuvre ce mandat. Nous exerçons ici dans le contexte de la mise œuvre du mandat, nous continuons à mettre en œuvre ce mandat, pas seulement parce que nous avons reçu un mandat mais parce que nous sommes absolument convaincus de l'importance de pouvoir avoir des élus locaux qui ont la légitimité d'avoir été élus, et qui est de pouvoir enfin commencer une gouvernance locale, une gouvernance décentralisée. Maintenant, dans tout système démocratique, dans toute société démocratique, il est normal qu'il y ait des acteurs qui aient absolument des positions et de vues différentes. Il y a des contextes, il existe des environnements pour émettre ces vues différentes. Ces vues différentes, ils les ont rendues publiques, ils ont été très ouverts sur ces vues différentes. Il existe des comités stratégiques de préparation des élections qui se rencontrent régulièrement. Et donc toutes ces différentes plateformes sont des plateformes qui devraient permettre ces vues différentes, s'il est possible de trouver une convergence sur certaines de ces vues et s'il n'est pas possible de trouver une convergence, sur d'autres au moins avoir un cadre où ces vues différentes devaient être exprimées.

Donc ceci pour vous dire, nous continuerons à mettre en œuvre notre mandat de soutien aux élections locales, de soutiens techniques, de soutiens logistiques, de soutiens sécuritaires et de soutiens par les bons offices, ce qui couvre l'entièreté de notre mandat tel que formulé par le Conseil de sécurité.

La situation du député Yandoka. Nous avons comme partie du mandat de la MINUSCA, nous avons également notre division des droits de l'homme, qui est en charge très régulièrement, de suivre toutes les situations concernant les droits de l'homme et veiller au respect des droits de l'homme y compris les droits des détenus. Notre division des droits de l'homme a visité très régulièrement le député qui est détenu en ce moment. Ce n'est pas à moi de faire part des différents rapports, ces rapports restent des rapports confidentiels, mais elle l'a visité très régulièrement. Notre division des droits de l'homme n'a jamais demandé à visiter et reçu avoir une proposition de refus à ces différentes visites.

Maintenant il est clair que parmi mes fonctions existent également mes responsabilités de bons offices. Les bons offices par leur nature, j'en suis personnellement convaincue, les bons offices diplomatiques et les efforts diplomatiques, les plaidoyers diplomatiques à travers des bons offices doivent rester discrets par leur nature. Je les engage régulièrement, mais je ne puis vous donner les détails de ces différents bons offices, j'ai des engagements régulièrement avec les différentes autorités compétentes. Ce n'est pas le seul cas dans lequel j'ai engagé des bons offices, j'ai engagé les bons offices dans d'autres cas.

Fréquence RJDH. Je ne voudrais pas parler des différentes accusations parce que ces différentes accusations reviennent aussi régulièrement, en tout cas il semble qu'il y ait des vagues mais elles reviennent par vagues régulièrement dans la presse. Mon premier commentaire en ce qui concerne la question posée par Oubangui-Médias, il ne suffit pas de faire des accusations en disant qu'on a de l'évidence, il faut fournir l'évidence. Il ne suffit pas de dire que nous avons de l'évidence pour fournir de l'évidence. Mais il faut fournir l'évidence à la MINUSCA afin que la MINUSCA puisse mener les investigations qu'elle mène régulièrement.

En ce qui me concerne, je ne considère pas qu'il y ait d'attaques contre un contingent spécifique, non. Quand il y a une attaque, il y a une attaque contre la MINUSCA. Et je condamne toutes les attaques contre la MINUSCA. Il n'y a pas d'attaque ciblant un contingent spécifique. Nous avons des voies de travail et de coopération qui sont bien établies et d'ailleurs qui fonctionnent avec le gouvernement. Pour les organisations de la société civile, puisque le mot évidence a été utilisé, qu'on puisse retransmettre ces différentes évidences.

Une question que voudrais clarifier ici. L'un des principes clés de toute mission de maintien de la paix et cela concerne toutes les missions de maintien de la paix, pas uniquement la MINUSCA. Aucune mission de la paix ne peut être dans un pays sans que ce soit une invitation du pays. Ça c'est un principe clé et sacré de toutes les missions de maintien de la paix. Et les missions de maintien de la paix, cette mission de maintien de la paix est là et elle a un mandat très clair, lequel je ne vous le relate pas parce que vous nous avez souvent entendu revenir sur ce mandat.

Si à un moment un pays hôte considère que le mandat a été accompli, eh bien, le pays hôte le fait transmettre par voie diplomatique établie. Et cela n'est pas l'objet d'une crise, cela ne constitue pas du tout une crise parce que c'est l'un des principes clés de toutes les missions de maintien de la paix. Elles ne peuvent s'exercer qu'à l'invitation, avec l'accord, en fait ce n'est pas l'invitation uniquement, c'est l'assentiment du pays hôte. Dans ces rapports réguliers, ces échanges réguliers, ce ne sont pas des échanges uniquement avec une institution, j'ai des échanges réguliers avec toutes les institutions. Et dans ces échanges réguliers avec toutes les institutions, eh bien là où il y a des défis particuliers, ils sont soulevés et nous en discutons et nous recherchons des solutions ensemble à ces défis particuliers. Ce sont de très bonnes questions pour de nouveau mettre en garde contre véritablement les défis de servir, le danger de servir de véhicules de transmission à une information que vous n'avez pas collecté et vérifié personnellement. Je serai bien particulièrement ouverte car avec vous tous mais je serai particulièrement ouverte à ce que s'il y a des équipes qui doivent aller sur le terrain, j'ai un pouvoir de soutenir les équipes à aller sur le terrain vérifier, établir les faits avant de servir de véhicule de transmission de ces faits. Je vous remercie.

Radio La Voix du Citoyen (Raoul Dorwane) : J'aimerais parler des élections locales puisque la MINUSCA réaffirme son engagement à soutenir les autorités centrafricaines dans l'organisation de ces élections locales. En termes de chiffres, comment est-ce que la MINUSCA compte appuyer le gouvernement d'une manière chiffrée ces élections locales. Et en termes de programmation, où en sommes-nous déjà avec les avancées programmatiques pour la mise œuvre des élections locales qui auront lieu dans les mois à venir ?

RSSG et Cheffe de la MINUSCA : Je vous remercie. Ceci me permet de refaire le tour, plutôt de revenir sur le mandat des élections de la MINUSCA, qui est un mandat de soutien technique, de soutien logistique, de soutien sécuritaire et de soutien en bons offices. Vous conviendrez, il est difficile de mettre aujourd'hui un chiffre sur tout ce que nous devons et nous sommes en train de préparer à déployer dans le cadre du soutien sécuritaire de la sécurisation des élections locales. Ce que je puis vous dire, c'est qu'au courant de ce mois, il y a à peu près deux semaines, il y a eu une validation du plan de sécurisation des élections locales. Et la validation a été faite entre toutes les entités, c'est-à-dire les Forces armées centrafricaines, la Gendarmerie, la Police, également la MINUSCA. Donc les différentes forces se sont réunies et ont validé ce que sera le plan de sécurisation de ces élections. Donc il serait difficile d'évoquer un chiffre ici, cela voudra dire bien

sûr le déploiement de Forces de sécurité et de défense dans tous les différents bureaux qui seront établis comme bureaux de vote, mais cela voudra dire aussi qu'il faut mettre en place un dispositif particulier de nos forces, la Force de la MINUSCA et la composante Police de la MINUSCA. Mettre un dispositif particulier qui va être enclenché pendant cette période de campagne et la période de tenue de ces élections.

Un autre élément, où il est difficile de vous donner un chiffre précis aujourd'hui, c'est le soutien logistique. Par contre, je peux vous dire c'est une partie de ce que le soutien logistique comprend. C'est la MINUSCA qui soutient l'Autorité nationale des élections dans toute la préparation des différentes étapes techniques, mais c'est également la MINUSCA qui soutient le déploiement de tout le matériel de vote et tous ceux qui vont être en charge d'assurer que le vote et de gérer tous les différents bureaux de vote. C'est également la MINUSCA qui organise leur déploiement partout où il y aura des bureaux de vote. Ceci vous donne les différents démembrements, ceci vous donne une estimation de ce que devrait être ce chiffre. C'est un soutien conséquent mais c'est un soutien auquel il serait aujourd'hui beaucoup trop tôt de pouvoir placer un chiffre. Parce que ce soutien va être informé par les besoins qui vont nous être présentés par la partie nationale. Nous ne pourrions pas soutenir seuls, mais nous savons qu'en ce qui concerne la sécurisation et la logistique, nous jouons un rôle essentiel. D'autres partenaires vont certainement soutenir en ce qui concerne le financement des élections. Le gouvernement lui-même fera sa contribution certainement, qui a déjà été énoncée. C'est ce que je peux vous dire sur les élections.

Je ne pourrais pas terminer cet échange que nous avons aujourd'hui sans vous souligner, en plus l'accent que je portais sur les faits. Et encore une fois nous sommes prêts à vous soutenir dans la mesure de nos capacités à ce que vous puissiez vérifier et établir les faits qui sont partagés. Mais également, resouligner que la Mission est là en soutien, pas en substitution. Et je comprends que cela peut être difficile quand on est dans une phase post-conflit et où dans certaines localités on se rend compte qu'il n'y a pas encore la présence de l'Etat. Mais le rôle de la Mission c'est un rôle de soutien et accompagnement aux différentes institutions étatiques à assumer leurs responsabilités. Pas en substitution de ces responsabilités parce qu'en substitution voudrait dire que la Centrafrique resterait dépendante. En substitution, ne pourra pas permettre une résolution définitive et une situation où la Centrafrique prend complètement en charge sa sécurité par ces institutions qui en ont la responsabilité régalienne. Et donc ce soutien va continuer à être maintenu mais s'il vous plaît, rappelez-vous que c'est un soutien, pas une substitution.

Et je sais c'est de bonne foi quand plusieurs disent : pourquoi on ne voit pas encore la MINUSCA dans telle ou telle localité ? Eh bien, déjà on voit la MINUSCA dans des localités où ni les forces centrafricaines, ni la MINUSCA n'étaient il y a encore quelques temps. Nous avons cité certaines de ces localités que ce soit Amdafock, Tiringoulou, Ouaddja-Kotto, Ouadda, Mboki, Zemio. Vous allez voir certaines localités apparaître dans les semaines et dans les jours à venir, mais l'objectif ici n'est pas que la MINUSCA étende sa présence sur le territoire. C'est qu'elle crée un environnement pour qu'il puisse y avoir un déploiement des FACA, un déploiement de la Police et Gendarmerie centrafricaines. Pas que la MINUSCA se substitue aux responsabilités des FACA, de la Gendarmerie et de la Police centrafricaines.

Je vous remercie encore une fois de votre attention, et je remercie encore une fois très particulièrement tous ceux qui nous en rejoint du terrain aujourd'hui. Je voudrais aussi saisir cette

opportunité pour remercier mes collègues de la technique. Je sais que cela peut sembler aisé quand on est là où je suis, mais je sais c'est très difficile pour pouvoir réussir connecter plusieurs localités et plusieurs bureaux sans incident comme cela a été le cas aujourd'hui. Enfin, je vous remercie vous tous et je remercie Florence et Vladimir et tous les collègues qui ont préparé la conférence de presse de ce jour.

Je vous souhaite une bonne fin de journée et je vous souhaite une très bonne Fête du Travail, de travail bien fait, de travail vérifié. Merci.